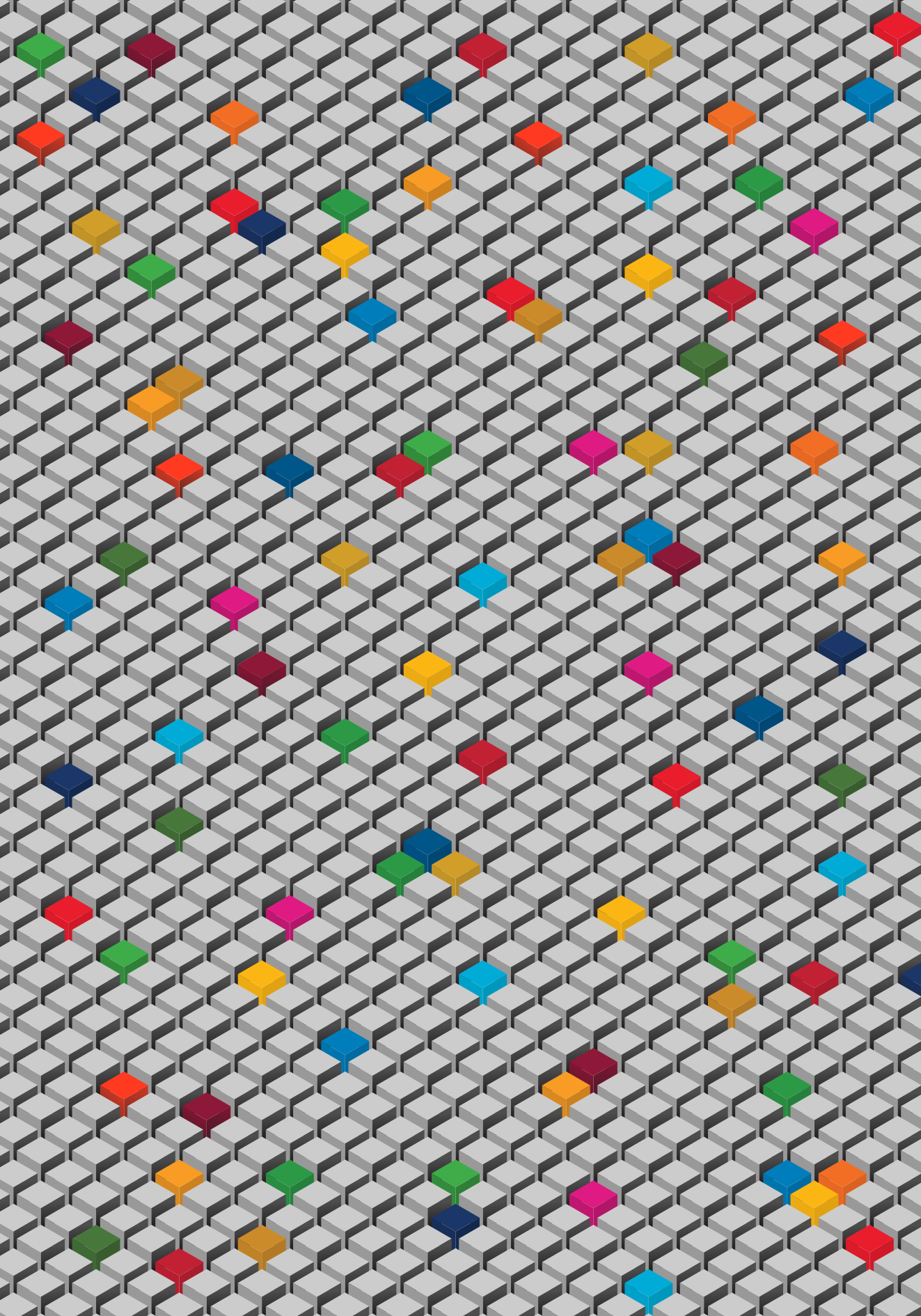


Développement durable au Luxembourg

2018



STATEC



4

INTRODUCTION

6

PAS DE PAUVRETÉ

8

FAIM "ZÉRO"

10

BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

12

ÉDUCATION DE QUALITÉ

14

ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES

16

EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT

18

ÉNERGIE PROPRE ET D'UN COÛT ABORDABLE

20

TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE

22

INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE

24

INÉGALITÉS RÉDUITES

26

VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES

28

CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES

30

MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

32

VIE TERRESTRE

34

PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES

36

PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS

Développement durable au Luxembourg

L'agenda 2030 pour un développement durable

En septembre 2015, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté l'agenda 2030 pour un développement durable. Cet agenda s'organise autour de 17 objectifs de développement durable (ODD) et 169 cibles couvrant les domaines de l'économie, de l'environnement et du social.

Afin de suivre l'atteinte de ces cibles, une liste d'indicateurs a été proposée par le groupe d'experts inter-agences (IAEG-SDGs) et adoptée en mars 2017 lors de la 48^{ème} session de la Commission statistique des Nations Unies et, en juillet 2017, par l'Assemblée générale au travers de la résolution «Travaux de la Commission de statistique sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030» (A/RES/71/313). Cette résolution conforte la nécessité d'un cadre statistique cohérent pour le suivi des objectifs de développement durable ainsi que le rôle central des instituts statistiques dans la production et la coordination de ces indicateurs.

Ce cadre statistique est composé de 244 indicateurs globaux classifiés en trois groupes selon le niveau de disponibilité des données de base et de la méthodologie nécessaire à leur calculs. Cette classification des indicateurs en trois groupes sera réévaluée en 2020 et 2025.

Il est prévu que ces indicateurs ODD soient mesurés annuellement et fassent l'objet d'un rapport sur les progrès accomplis au niveau global. Pour constituer ce rapport, les données nécessaires au calcul des indicateurs sont extraites des bases de données internationales préalablement mises à jour par les agences internationales et centralisées dans une base de données consultable à l'adresse <https://unstats.un.org/sdgs/indicators/database/>

Le suivi national

Reconnaissant la diversité des contextes nationaux, l'Assemblée générale des Nations Unies a également encouragé les pays à adapter le suivi de cibles pertinentes au contexte national en sélectionnant des indicateurs spécifiques. Au Luxembourg, la sélection des cibles pertinentes a été réalisée par les membres de la Commission interministérielle du développement durable (CIDD), qui a adopté, lors de sa session du 19 janvier 2017, 126 cibles pour le pays. L'identification des indicateurs nécessaires au suivi de ces cibles a été opérée par un groupe d'experts spécifiquement constitué. La sélection a été opérée

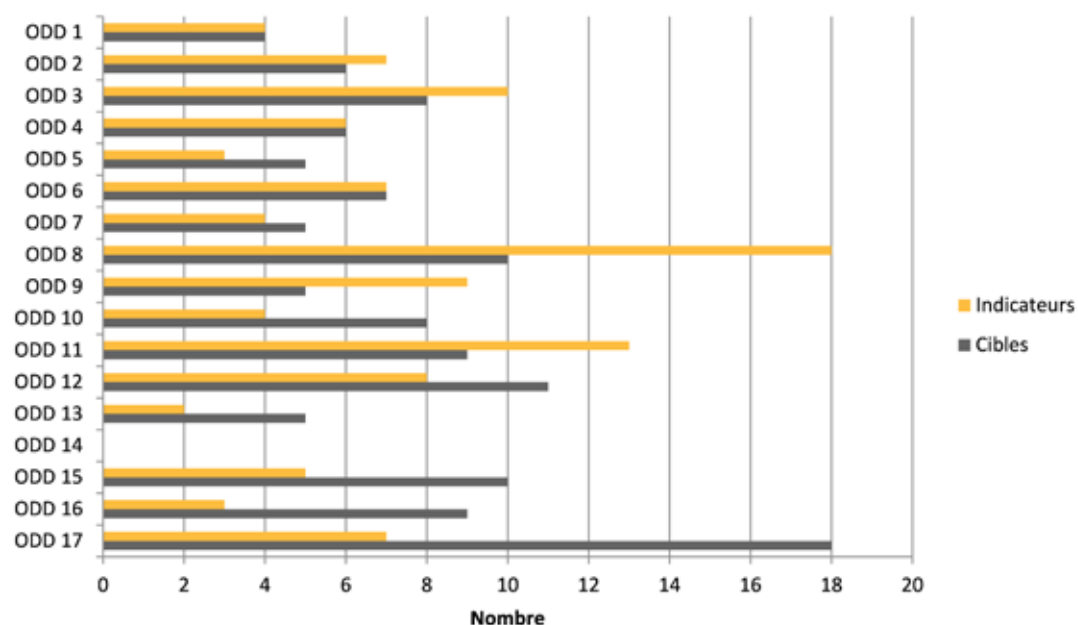
dans les listes d'indicateurs déjà existantes au niveau national (liste des indicateurs de la compétitivité, liste des indicateurs du deuxième plan national du développement durable, liste des indicateurs du projet « PIBbien-être ») ainsi que dans les listes des indicateurs de suivi retenus par les agences internationales (Eurostat et OCDE). Au total, 110 indicateurs ont été proposés et adoptés par les membres de la CIDD lors de la session du 26 octobre 2017.

Le rôle du STATEC

La veille méthodologique, la centralisation des données de base et la production des indicateurs de suivi des ODD ont été confiées à l'institut national de la statistique et des études économiques (STATEC). La mise à jour des séries statistiques sera réalisée annuellement.



Cibles pertinentes et indicateurs sélectionnés



NB : L'ODD 14 portant sur les ressources et écosystèmes marins et côtiers, aucune cible n'a été jugée pertinente pour un suivi chiffré.

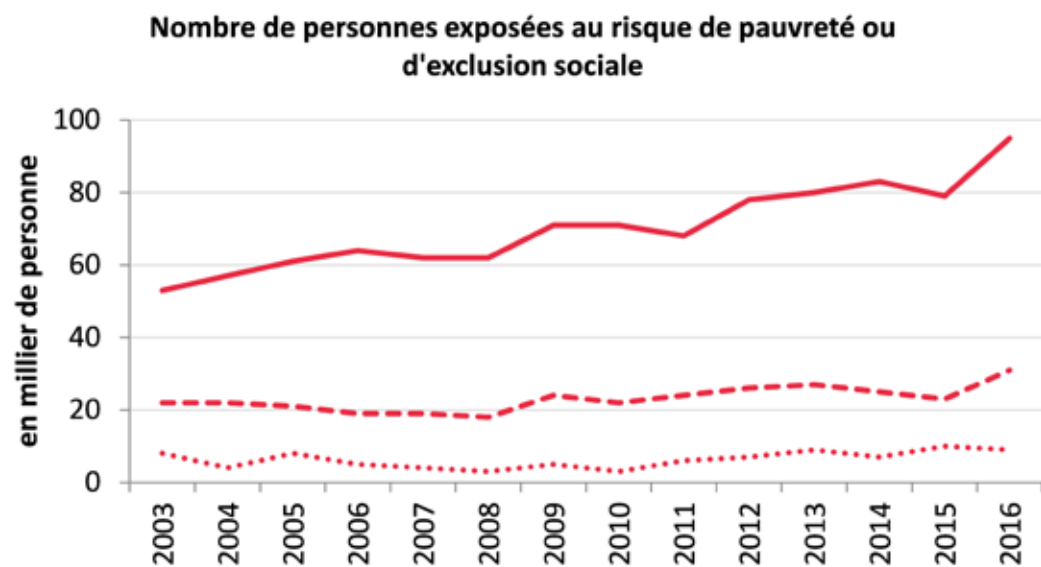


Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde.

Définition

Pour le Luxembourg, le défi quant à la mise en œuvre nationale de l'ODD 1 concerne plus particulièrement la diminution du risque de pauvreté, la

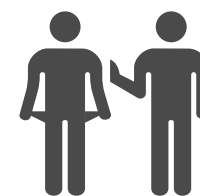
mise en place de mesures de protection sociale et le soutien à des programmes visant à mettre fin à la pauvreté dans les pays en développement.



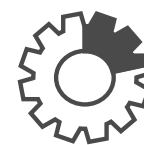
- Nombre de personnes vivant dans un ménage avec une très faible intensité de travail
- Nombre de personnes en risque de pauvreté après transfert social
- Nombre de personnes en privation matérielle sévère

Lecture: en 2016, 16.5 % de la population était en risque de pauvreté après transfert social. Mais seul 1.6 % de la population était en privation matérielle sévère.

Risque de pauvreté



Taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale en 2016
19.6% de la population
 + 2.5 pp depuis 2010



Personnes vivant dans des ménages à très faible intensité de travail en 2015
23 000 personnes
 - 4.6 % depuis 2010



Différence entre taux de risque de pauvreté avant et après transferts sociaux en 2016
11.9 pp
 - 2.7 pp depuis 2010

Aide au développement



Éducation en 2016
46 millions d'euros (prix constant 2016)
 178 millions d'euros sur les 5 dernières années



Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable.

Définition

Pour le Luxembourg, le défi quant à la mise en œuvre nationale de l'ODD 2 concerne plus particulièrement la promotion d'une alimentation saine,

la viabilité des systèmes de production alimentaire et le renforcement des capacités productives agricoles des pays en développement.

Malnutrition



Taux de personnes en surpoids ou obèses en 2015
58.1 % de la population
 - 1.0 pp depuis 2010

Production agricole durable



Bilan des substances nutritives azote en 2015
129 kg d'azote par ha SAU
 + 1.6 % depuis 2010



Part de la surface agricole utile en agriculture biologique en 2016
2.9 % de la SAU



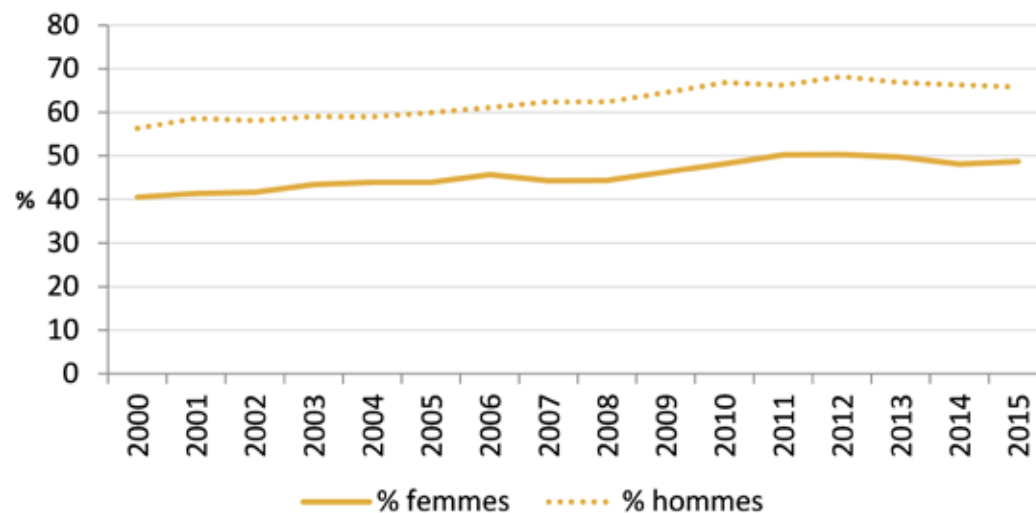
Productivité de l'agriculture par heure travaillée en 2016
104.8 Indice 2010 = 100

Aide au développement



Agriculture en 2016
11 millions d'euros (prix constant 2016)
 42 millions d'euros sur les 5 dernières années

Part de la population en surpoids ou obèse par genre



Lecture: en 2015, 66 % des hommes luxembourgeois et 49 % des femmes luxembourgeoises étaient en surpoids ou obèses.

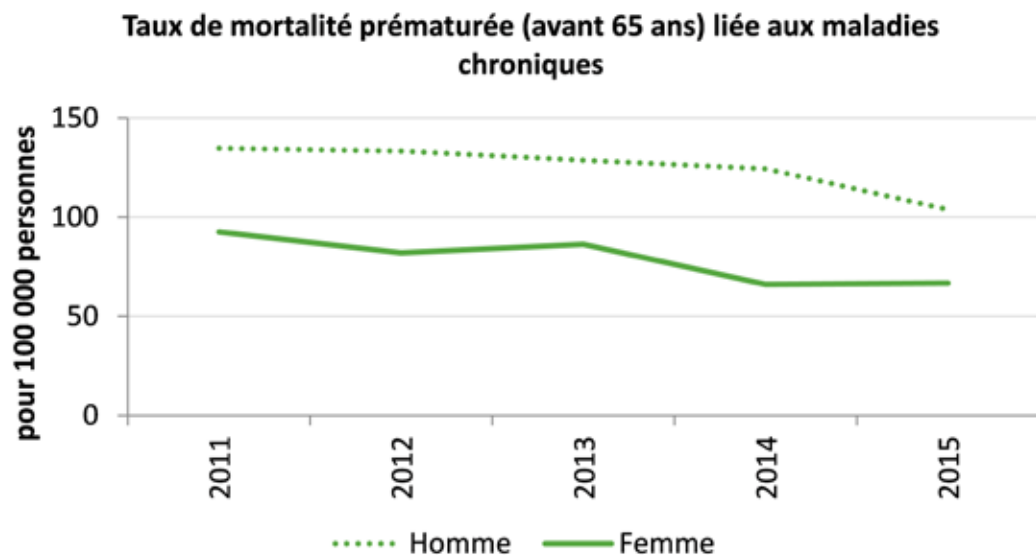


Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge.

Définition

Pour le Luxembourg, le défi quant à la mise en œuvre nationale de l'ODD 3 concerne plus particulièrement la lutte contre le sida, l'hépatite B et le tabagisme ; la réduction du nombre de décès prématurés liés aux maladies

chroniques, à l'usage de drogue et aux accidents de la route; la gestion des grossesses précoces et le soutien aux efforts des pays en développement dans le domaine de la santé.

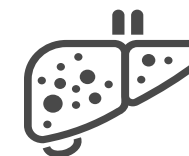


Lecture: en 2015, le taux de mortalité prématurée en lien avec les maladies chroniques était de 104 décès pour 100 000 hommes et de 66 décès pour 100 000 femmes.

Atteintes à la santé



Nombre de nouveau cas d'infection au HIV en 2016
98 Personnes infectées
 + 56.0 % depuis 2010



Incidence de l'hépatite B pour 100 000 habitants en 2014
5.8 Personnes
 + 61.0 % depuis 2010



Proportion de fumeurs en 2016
20.0 % de la population
 - 4.0 pp depuis 2010

Causes de décès



Nombre de décès prématurés liés aux maladies chroniques pour 100 000 habitants en 2015
95 décès
 - 8.2 % depuis 2010



Taux de mortalité lié aux accidents de la route pour 100 000 habitants en 2016
5.6 décès
 - 12.9 % depuis 2010

Aide au développement



Santé de base en 2016
4 millions d'euros (prix constant 2016)
 61 millions d'euros sur les 5 dernières années



Assurer à tous une éducation équitable, inclusive et de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie.

Définition

Pour le Luxembourg, le défi quant à la mise en œuvre nationale de l'**ODD 4** concerne plus particulièrement la formation des jeunes et la formation continue; l'élimination des inégalités entre les genres; l'éradication de l'illettrisme; l'amélioration des

compétences et connaissances dans le domaine du développement durable; l'adaptation des infrastructures scolaires et le soutien des étudiants des pays en développement via l'attribution de bourses d'étude.

Apprentissage de base



Taux de certification nationale en 2016
89.4 % de la population
+ 9.0 pp depuis 2010

Formation continue



Apprentissage tout au long de la vie en % de la population de 25 à 64 ans en 2017
23.2 %
+ 2.1 pp depuis 2010

Aide au développement



Part des étudiants des pays en développement qui étudient au Luxembourg en 2014
8.2 %



Bourse d'étude
550 000 euros
1.38 millions d'euros sur les 5 dernières années

Taux de certification nationale



Lecture: en 2016, le taux de certification nationale était de 89 %.



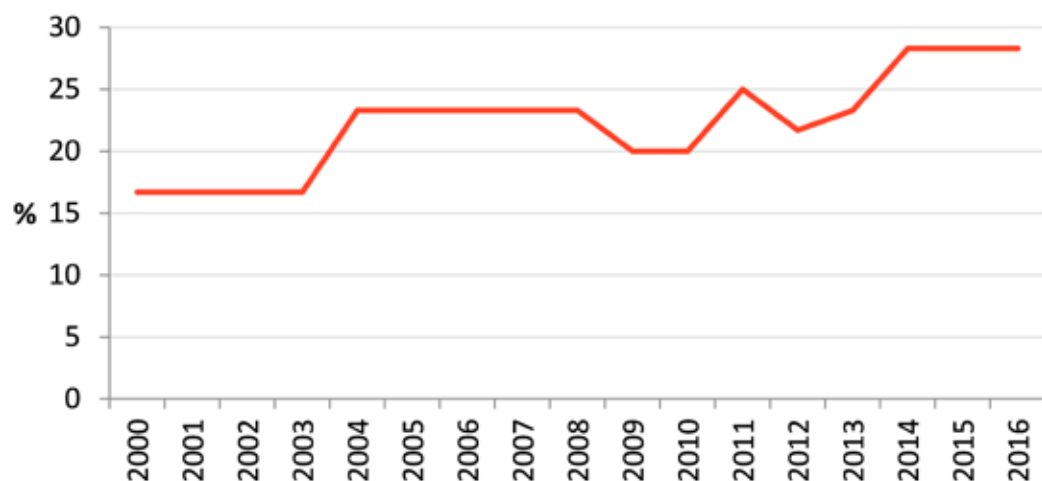
Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles.

Définition

Pour le Luxembourg, le défi quant à la mise en œuvre nationale de l'ODD 5 concerne plus particulièrement à mettre fin à toute forme de discrimination à l'égard des femmes, à éliminer toutes formes de violence,

à valoriser les soins et travaux domestiques non rémunérés, à viser l'égalité entre hommes et femmes et à adopter des politiques en faveur de cette égalité.

Proportion des sièges détenus par les femmes dans les gouvernements national et locaux



Lecture: en 2016, la proportion des sièges détenus par les femmes dans les gouvernements national et locaux était de 28.3 %.

Travail domestique



Temps consacré au travail domestique non payé et aux activités bénévoles en 2014

3h 04

Place des femmes



Proportion des sièges détenus par les femmes au sein du parlement national en 2016

28.3 %

+ 8.3 pp depuis 2010



Représentation des femmes dans les organes de prise de décision

31.4 %



Écarts de salaire hommes - femmes en 2016

5.5 %

- 3.2 pp depuis 2010



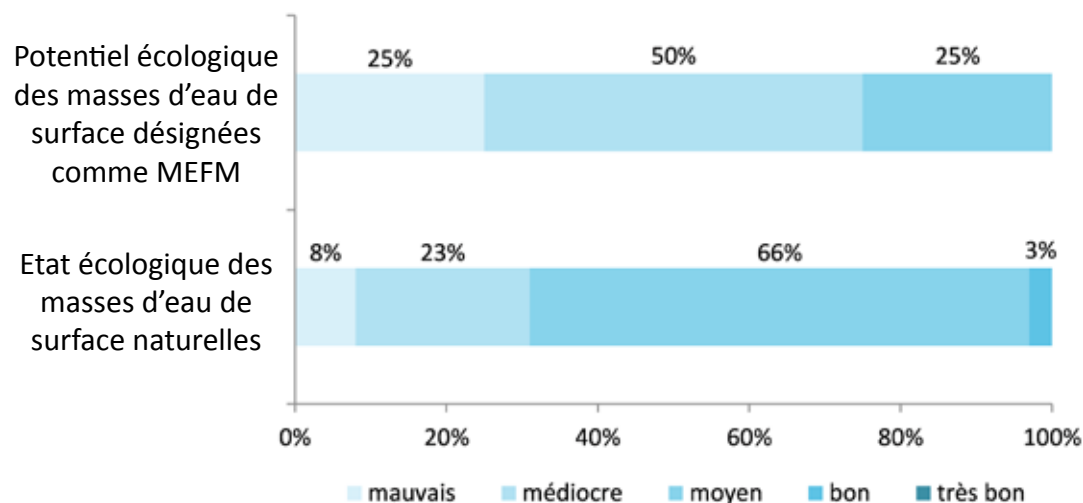
Garantir l'accès de tous à des services d'alimentation en eau et d'assainissement gérés de façon durable.

Définition

Pour le Luxembourg, le défi quant à la mise en œuvre nationale de l'ODD 6 concerne plus particulièrement l'évolution du coût de l'eau, l'amélioration de la qualité et du traitement des eaux, l'amélioration de l'efficacité de l'utilisation de l'eau, la gestion de manière intégrée des

ressources en eau et la protection des écosystèmes. De plus, le Luxembourg s'engage à soutenir les pays en développement pour une gestion efficace des ressources en eau et le renforcement de la participation des populations locales dans la gestion et l'assainissement de l'eau.

Masses d'eau de surface



Lecture: en 2015, seul 3 % des masses d'eau de surface naturelle étaient en très bon état écologique.

Assainissement des eaux



Pourcentage de la population connectée à un système de traitement des eaux usagées avec au moins un traitement de type secondaire en 2015

96.6% de la population
+ 5.3 pp depuis 2010

Usage efficace de l'eau



Part des dépenses en eau dans le total des dépenses des ménage en 2016

0.8%
+ 0.2 pp depuis 2010



Efficacité de l'usage de l'eau en 2017

0.84 m³ par million euros
- 34.1% depuis 2010



Indice de stress hydrique en 2017

2.7%
- 0.1 pp depuis 2010

Qualité de l'eau



Pourcentage des masses d'eau ayant atteint un Etat écologique "satisfaisant" en 2015

69.0%
+10.0 pp depuis 2009

Aide au développement



Eau et assainissement

5 millions d'euros (prix constant 2016)
40 millions d'euros sur les 5 dernières années



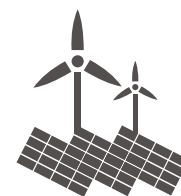
Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable.

Définition

Pour le Luxembourg, le défi quant à la mise en œuvre nationale de l'ODD 7 concerne plus particulièrement l'évolution du coût de l'énergie, le développement des énergies renouvelables, l'amélioration de

l'efficacité énergétique et le soutien au transfert de connaissances sur les technologies propres et à la fourniture de services énergétiques modernes et durables aux pays en développement.

Production énergétique



Part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie en 2016

5.4 %

+ 2.5 pp depuis 2010

Usage efficace et coût de l'énergie



Intensité énergétique par PIB en 2016

3.7 TJ / million d'euros

- 24.9 % depuis 2010



Consommation finale d'énergie en 2016

47 827 GWh

- 6.6 % depuis 2010



Part des dépenses énergétiques dans le total des dépenses des ménages en 2016

4.7 %

- 0.7 pp depuis 2010

Aide au développement



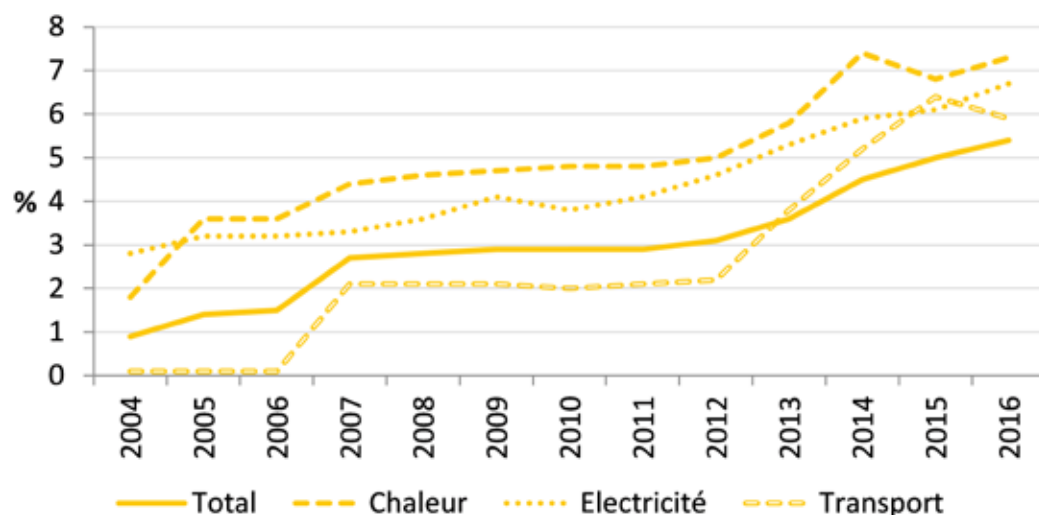
Énergie en 2016

0.3 millions d'euros (prix constant 2016)

10 millions d'euros

sur les 5 dernières années

Part des énergies renouvelables dans la consommation finale



Lecture: en 2016, la part d'énergie renouvelable dans la consommation finale totale était de 5.4 %.



Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous.

Définition

Pour le Luxembourg, le défi quant à la mise en œuvre nationale de l'ODD 8 concerne plus particulièrement la croissance économique du pays, l'amélioration de la productivité économique, la promotion des intentions entrepreneuriales, l'amélioration de la productivité des ressources, le plein emploi, la réduction

de la proportion de jeunes non scolarisés et sans emploi ni formation, la sécurité et la protection des travailleurs sur leur lieu de travail, le développement du secteur du tourisme durable et le soutien à la mise en place des règles commerciales et des mesures sociales pour soutenir l'emploi dans les pays en développement.

Taux de croissance du PIB réel (moyenne sur 3 ans)



Lecture: en 2016, le taux de croissance du PIB réel était de 3.5 %.

Croissance économique



Taux de croissance du PIB réel (moyenne sur 3 ans) en 2016

2.8%
+ 1.7 pp depuis 2010



Productivité des ressources en 2016

136 Indice 2000 = 100
+ 6.0 pi depuis 2010

Emploi



Taux d'emploi en 2016

71.0% de la population
stable par rapport à 2010



Emploi à temps partiel involontaire en 2016

4.9% de l'emploi total
+ 2.0 pp depuis 2010



Taux de chômage de longue durée en 2016

2.2% de la population active
+ 0.9 pp depuis 2010

Autres considérants



Nombre d'accidents du travail (mortels et non mortels) en 2015

6 286 accidents
+ 2.3 % depuis 2010



Montant des dépenses sociales exprimé en ratio du PIB en 2015

22.1% du PIB
- 0.4 pp depuis 2010



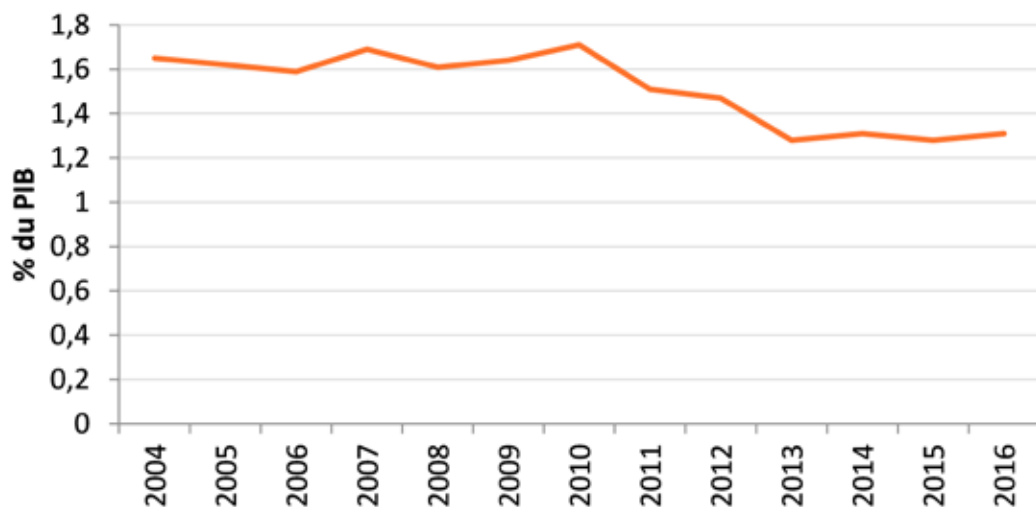
Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation.

Définition

Pour le Luxembourg, le défi quant à la mise en œuvre nationale de l'ODD 9 concerne plus particulièrement la promotion d'une

industrialisation durable à faible impact environnemental, le soutien aux activités de recherche-développement et à l'innovation.

Dépense intérieure brute en Recherche & Développement



Lecture: en 2016, la part des dépenses intérieures brutes en R&D représentait 1.3 % du PIB. La valeur est stable depuis 2013.

Industrie



Valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, en proportion de la valeur ajoutée du total des branches en 2016

5.6% de la VA total

- 0.2 pp depuis 2010



Emploi dans l'industrie manufacturière, en proportion de l'emploi total en 2016

7.7% de l'emploi total

- 1.6 pp depuis 2010



Émissions de CO₂ de l'industrie manufacturière par unité de valeur ajoutée en 2015

0.17 kg/euro

- 24.7 % depuis 2010

Recherche & Développement



Niveau des dépenses intérieures brutes de R&D en 2016

1.3% de PIB

- 0.4 pp depuis 2010



Nombre de chercheurs pour 1000 actifs en 2016

6

- 17.0 % depuis 2010



Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre.

Définition

Pour le Luxembourg, le défi quant à la mise en œuvre nationale de l'ODD 10 concerne plus particulièrement la réduction de la disparité des revenus, l'intégration sociale et économique des personnes, l'égalité des chances, la planification des politiques budgétaires,

salariales et de protection sociale, l'amélioration de la réglementation et surveillance des marchés, la mise en œuvre du principe de traitement spécial et différencié pour les pays en développement, le soutien financier des pays les moins avancés.

Inégalités salariales



Indice de Gini des inégalités de revenus en 2016

31.0

+ 3.1 points depuis 2010



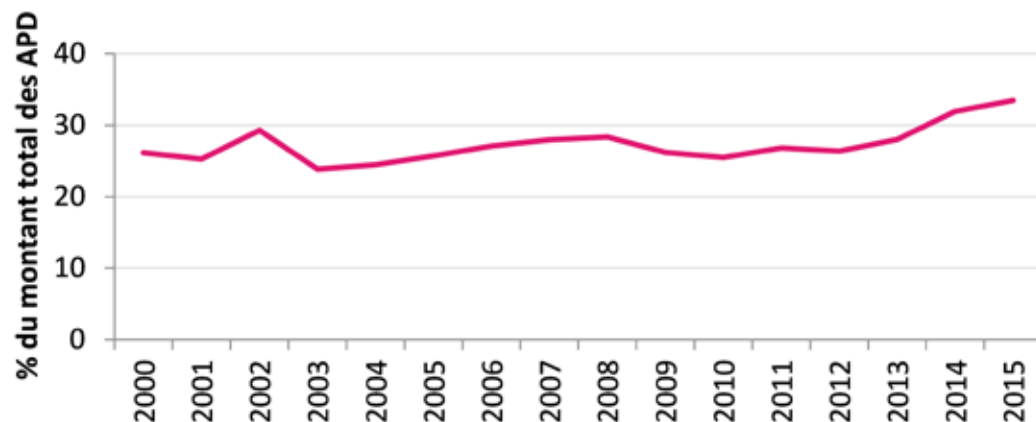
Disparités des revenus disponibles (rapport interdécile D9/D1) en 2014

3.4

stable depuis 2010

Aide au développement

Aide publique nette au développement, montant alloué aux pays les moins avancés, en proportion du montant total d'aide au développement



Lecture: en 2016, la part de l'aide publique nette aux pays les moins avancés dans le montant total alloué à l'aide publique au développement était de 33.5 %



Aide publique nette au développement, montant alloué aux pays les moins avancés en 2016

83 millions d'euros (prix constant 2016)

346 millions d'euros

sur les 5 dernières années



Aide publique nette au développement, montant alloué aux pays les moins avancés, en proportion du montant total d'aide au développement en 2016

23.6% de l'APD

+ 5 pp depuis 2010

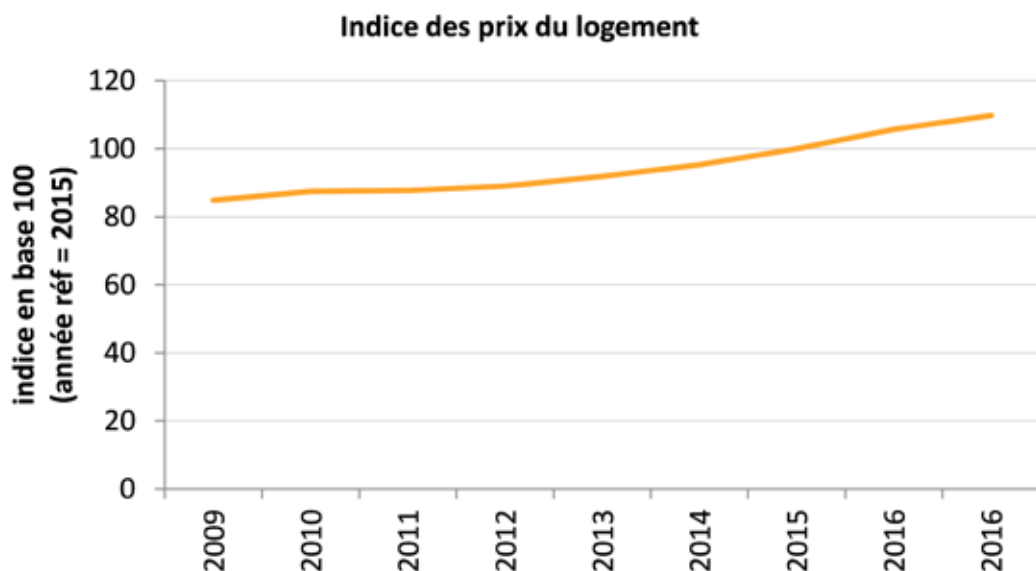


Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables.

Définition

Pour le Luxembourg, le défi quant à la mise en œuvre nationale de l'ODD 11 concerne plus particulièrement le coût des logements et des transports, le renforcement de l'urbanisation durable, la protection du patrimoine culturel et naturel, la réduction de

l'impact environnemental dans les villes, la réduction de la délinquance et du vandalisme et le soutien aux pays en développement qui planifient l'adaptation des villes aux changements climatiques.



Lecture: en 2016, l'indice des prix du logement s'élevait à 109.

Transport et logement



Utilisation des transports publics en 2015

17.1% des passagers
+ 0.5 pp depuis 2010



Indice des prix réels du logement en 2017

109.8
+ 22.3 pi depuis 2010

Conditions de vie



Dépenses totales de protection environnementale en 2015

350 millions d'euros
1.7 milliards d'euros depuis 2010



Exposition de la population aux particules fines en 2015

11.7 microgramme par m³
- 26.3 % depuis 2010



Délinquance, violence ou vandalisme aux alentours en 2016

12.2% de la population
+ 2.0 pp depuis 2010

Aide au développement



Prévention et préparation aux catastrophes en 2016

2 millions d'euros (prix constant 2016)
11 millions d'euros sur les 5 dernières années



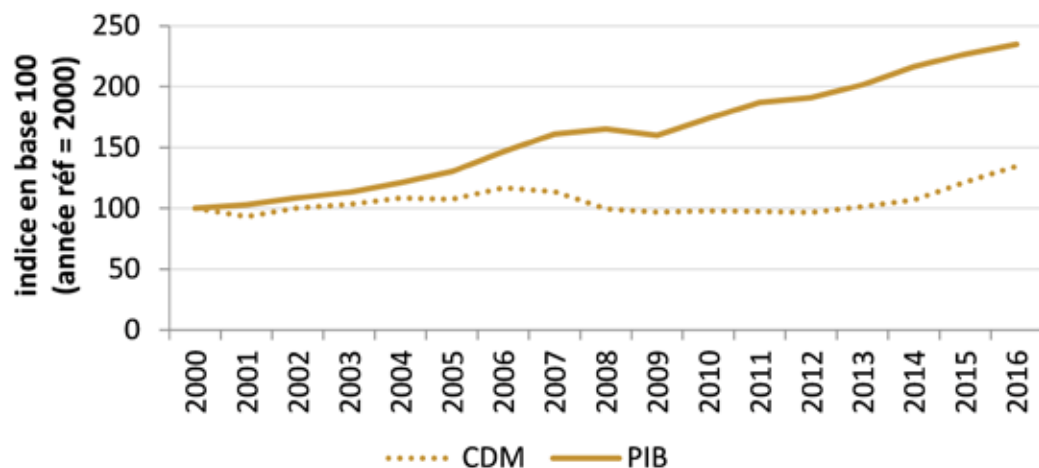
Établir des modes de consommation et de production durables.

Définition

Pour le Luxembourg, le défi quant à la mise en œuvre nationale de l'ODD 12 concerne la promotion de modes de consommation et de production durables, l'utilisation rationnelle des ressources naturelles, la réduction du volume de déchets et plus particulièrement des déchets alimentaires dans les chaînes de production, la gestion écologique des déchets dangereux, le soutien des

entreprises pour qu'elles publient des informations sur leur viabilité, l'inclusion de critères de durabilité dans les marchés publics, la sensibilisation du public sur les modes de vie durables et le soutien des pays en développement pour des modes de consommation et de production durables, le développement du tourisme durable et la réduction des subventions dommageables à l'environnement.

Découplage entre la consommation domestique de matière et le PIB



Lecture: entre 2000 et 2014, un découplage relatif est observé entre le consommation domestique de matière et le produit intérieur brut. Depuis 2014, la croissance de consommation domestique de matière est supérieure à la croissance du PIB.

Pressions environnementales



Intensité de la consommation intérieure de matière en 2016

294 tonnes / million d'euros
+ 8.0 % depuis 2010



Production de déchets dangereux en 2014

237 180 tonnes
- 37.6 % depuis 2010



Production de déchets ménagers par habitant en 2015

625 kg par habitant
- 8.0 % depuis 2010

Mesures de réduction des pressions



Production de biens et services environnementaux en 2015

1 927 millions d'euros
+ 21.0 % depuis 2010



Taux de recyclage des déchets municipaux en 2015

48.3 %
+ 1.8 pp depuis 2010



Taux de recyclage des déchets d'équipements électriques et électroniques en 2015

42.5 %
+ 9.5 pp depuis 2010

13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES



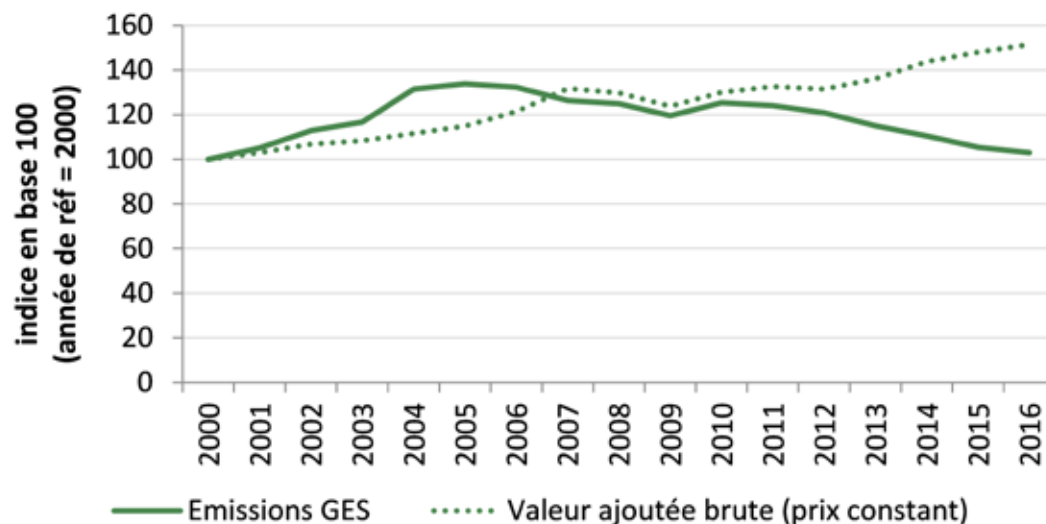
Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions.

Définition

Pour le Luxembourg, le défi quant à la mise en œuvre nationale de l'ODD 13 concerne plus particulièrement l'adaptation aux catastrophes naturelles liées au climat, le développement et la sensibilisation aux mesures de réduction et d'adaptation aux changements climatiques, la réduction des émissions

de GES d'origine anthropique, la participation au financement climatique internationale, dont le Fonds vert pour le climat (programme de Nations Unies) additionnel à la coopération au développement, afin de lutter contre les changements climatiques dans les pays en développement.

Découplage entre les émissions de GES et la valeur ajoutée brute



Lecture: Depuis 2010, un découplage absolu est observé entre l'évolution des émissions de gaz à effet de serre et l'évolution de la valeur ajoutée brute.

Gaz à effet de serre



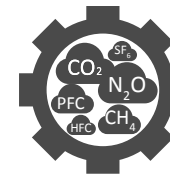
Total des émissions de gaz à effet de serre sur le territoire en 2016

10 millions tonnes CO₂
- 18.0 % depuis 2010



Emission de gaz à effet de serre hors SEQR en 2016

8.5 millions tonnes CO₂
- 14.0 % depuis 2010



Intensité des émissions de gaz à effet de serre en 2014

0.24 kg CO₂ / EUR
- 29.5 % depuis 2010



Prix effectif du carbone en 2016

6.3 euros / tCO₂

Aide au développement



Contribution à l'engagement international des 100 Mrd USD pour dépenses liées au climat en 2016

129.5 millions d'euros
211.4 millions d'euros sur les 3 dernières années



Contribution des CDM à la réduction des émissions de GES

0.8 millions d'euros
12.6 millions d'euros sur les 6 dernières années



Participation au financement climatique international en 2017

15.4 millions d'euros
40.4 millions d'euros sur les 3 dernières années



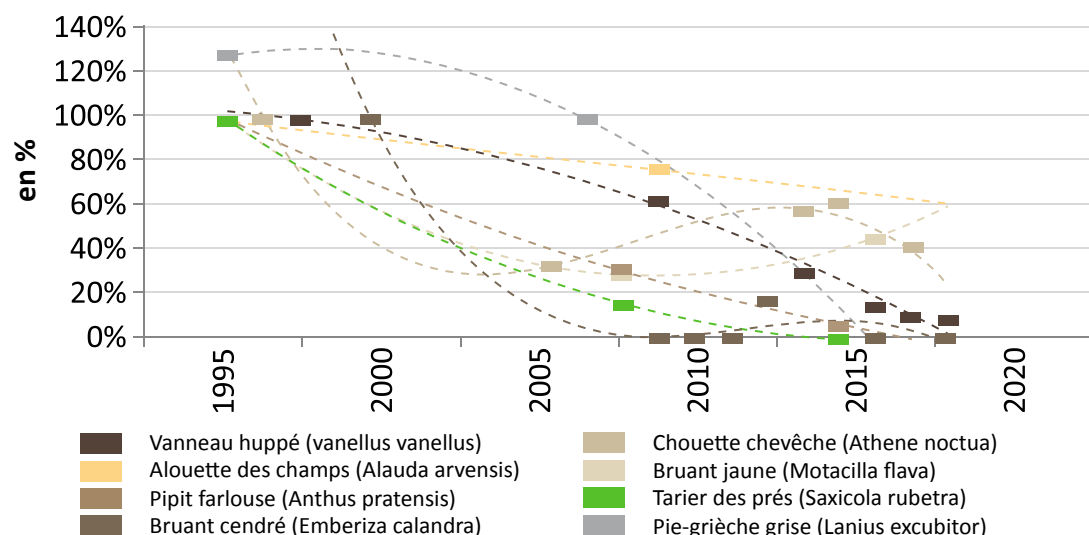
Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, enrayer et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité.

Définition

Pour le Luxembourg, le défi quant à la mise en œuvre nationale de l'ODD 15 vise à préserver les écosystèmes terrestres et d'eau douce, à gérer durablement les forêts, à mettre un terme à l'appauvrissement de la biodiversité, à promouvoir une utilisation juste et équitable des ressources génétiques, à mettre un terme au braconnage et

au trafic d'espèces, à empêcher la prolifération des espèces envahissantes, à développer une stratégie nationale pour la protection des écosystèmes et de la biodiversité, à soutenir les pays en développement dans la préservation de la biodiversité, dans la gestion durable des forêts et dans la lutte contre le braconnage et le trafic d'espèces.

Évolution de quelques espèces d'oiseaux rares et/ou menacées des milieux ouverts



Lecture: Les évolutions à court terme des populations des oiseaux montrent que 28 % des espèces sont actuellement encore en «déclin», 17 % ont une évolution «fluctuante» (donc incertaine) et 21% ont une évolution «inconnue».

Ecosystème



Part de zones agricoles et forestières en 2017

85.1% du territoire
- 0.6 pp depuis 2010



Part du territoire désignée comme zones protégées pour la biodiversité en 2016

27.0% du territoire
+ 8.9 pp depuis 2010

Biodiversité



Nombre d'espèces sur la liste rouge des oiseaux en 2014

66 espèces



État de conservation des habitats en 2013

25.0% favorables



Nombre de taxons sur la liste noire des plantes vasculaires en 2013

9 taxons



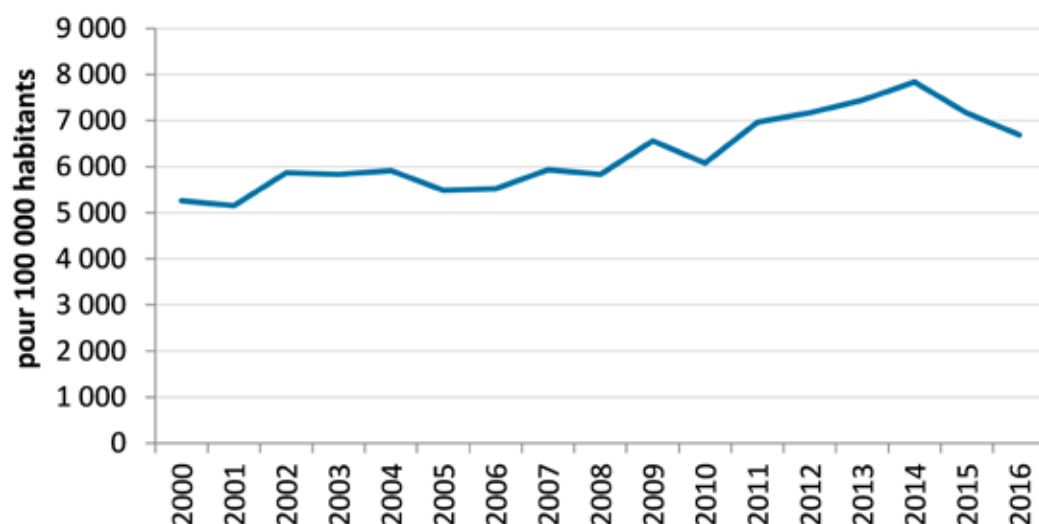
Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous.

Définition

Pour le Luxembourg, le défi quant à la mise en œuvre nationale de l'ODD 16 vise à réduire toute forme de violence, à mettre un terme à la maltraitance des enfants, à garantir un accès pour tous à la justice, à lutter contre les flux financiers illicites, à réduire la corruption sous toutes ses formes,

à augmenter la transparence et l'efficacité des institutions, à favoriser les processus de décision participatifs, à soutenir les pays en développement dans leur lutte contre le terrorisme et la criminalité et dans la promotion de lois en faveur du développement durable.

Nombre de crimes et délits constatés sur 100 000 habitants



Lecture: En 2016, le nombre de crimes et délits constatés étaient de 6 688 sur 100 000 habitants.

Sécurité



Nombre de personnes confrontées à la délinquance, à la violence ou au vandalisme dans leur quartier, en proportion de la population totale en 2016

12.2 % de la population
+ 2.0 pp depuis 2014



Taux de criminalité (nombre de crimes sur 100 000 hab) en 2017

6 217
+ 136 depuis 2010



Nombre d'enfants victimes de maltraitance en 2017

43 infractions pour violence domestique

17 PARTENARIATS
POUR
LA RÉALISATION
DES OBJECTIFS



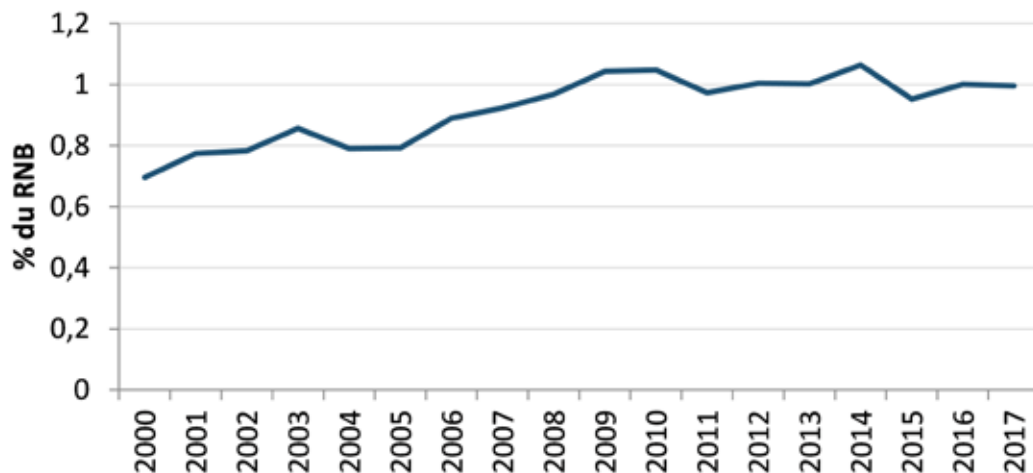
Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser.

Définition

L'ODD 17 dispose d'une structure spécifique, il comporte cinq parties qui couvrent 19 cibles relatives aux moyens de mise en œuvre. Pour le Luxembourg, le défi sera de soutenir les pays en développement via la mobilisation des ressources financières, la diffusion des technologies respectueuses de

l'environnement, le développement de coopération visant à renforcer les capacités et compétences des pays aidés, la mise en place d'un système de commerce ouvert et équitable avec les pays du Sud et les partenariats multi-acteurs visant la cohérence des politiques et de leur coordination.

Aide publique nette au développement, montant total, en proportion du revenu national brut



Lecture: en 2016, la part de l'aide publique nette au développement correspondait à 1 % du Revenu national Brut.

Aide au développement



Aide publique nette au développement, montant total, en proportion du revenu national brut en 2017
1.0%



Montant investi dans des projets de soutien aux universités en 2016
2 millions d'euros (prix constant 2016)
6 millions d'euros sur les 5 dernières années



Coopération technique en 2016
89 millions d'euros (prix constant 2016)
221 millions d'euros sur les 5 dernières années



Renforcement de la société civile dans les pays partenaires en 2016
4 millions d'euros (prix constant 2016)
12 millions d'euros sur les 5 dernières années

Moyens à disposition



Dette publique en 2017
23.0% du PIB
+3.2 pp depuis 2010



Part des taxes environnementales dans le revenu fiscal total en 2015
4.9%
-1.4 % depuis 2010

STATEC

Institut national de la statistique
et des études économiques

Centre Administratif Pierre Werner
13, Rue Erasme
B.P. 304
L-2013 Luxembourg

www.statec.lu

✉ info@statec.etat.lu
☎ (+352) 247 - 84 219

Dr Olivier THUNUS
STATEC

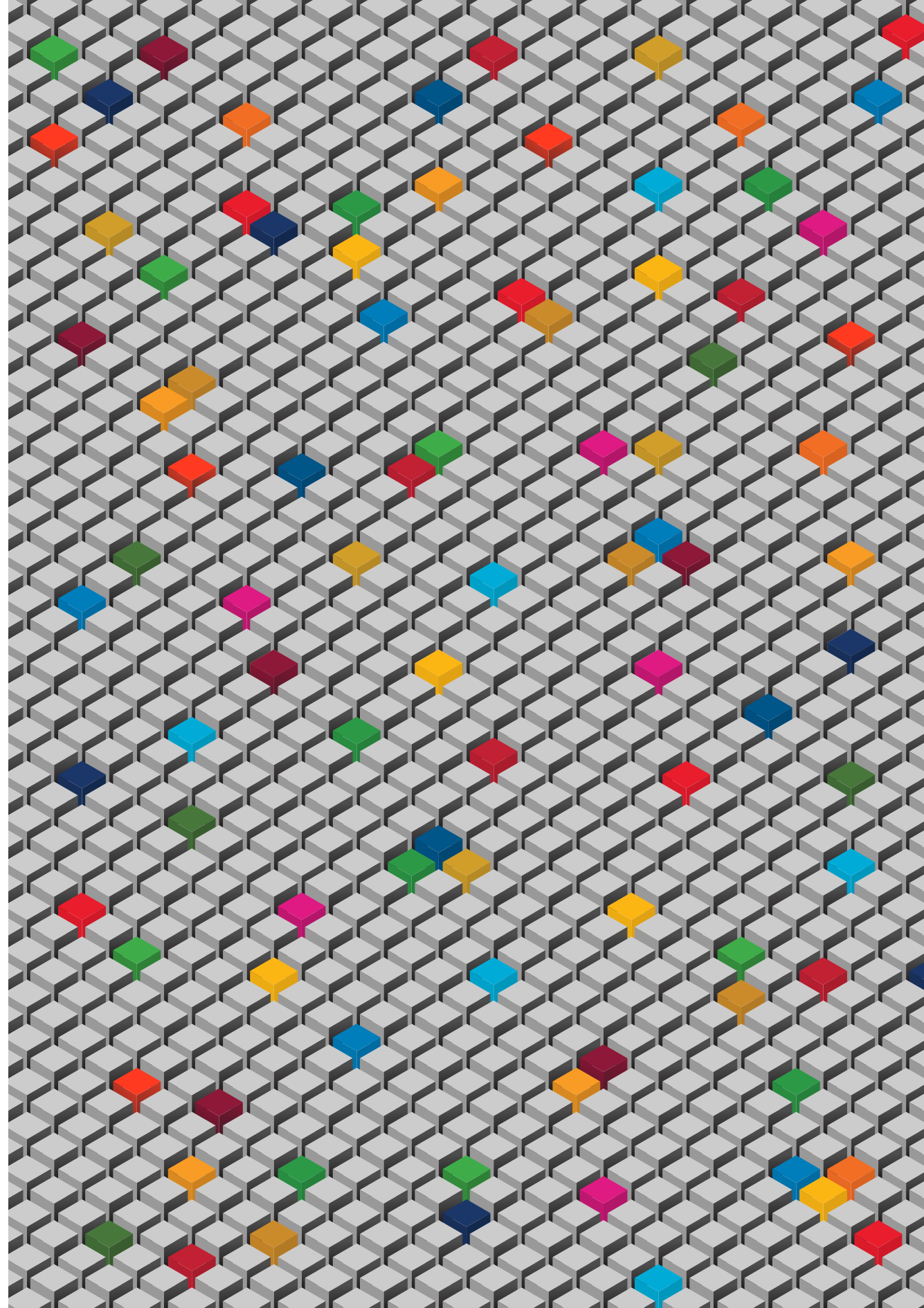
✉ olivier.thunus@statec.etat.lu
☎ (+352) 247 84 258

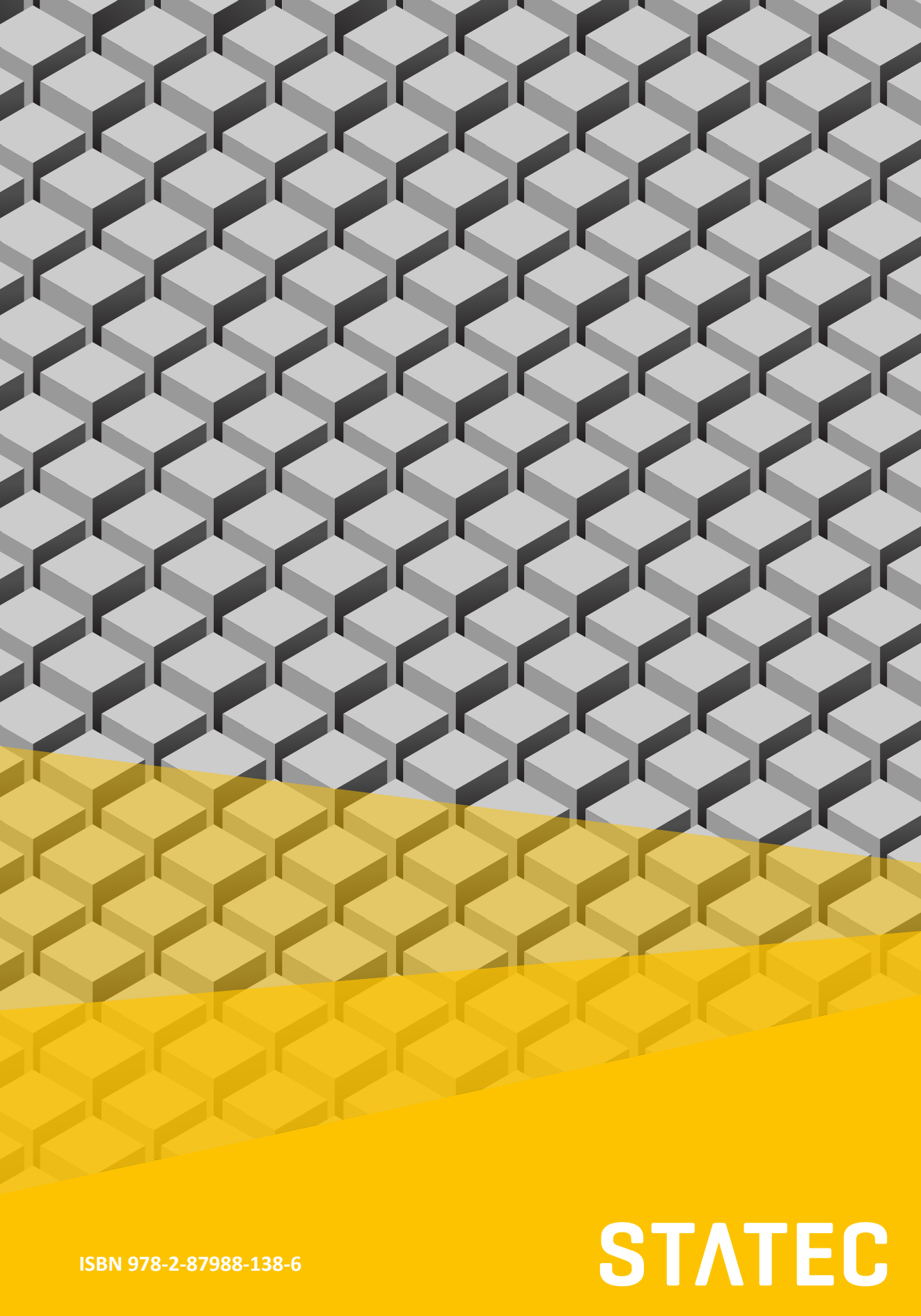
Septembre 2018
ISBN 978-2-87988-138-6

La production est autorisée à condition de mentionner la source.

Certaines infographies utilisées dans cette publication sont inspirées des publications d'Eurostat

Conception et réalisation: STATEC





ISBN 978-2-87988-138-6

STATEC